



Économie sociale
de marché :
de quoi s'agit-il ?

PAGE 3

Prendre soin
des plus fragiles

PAGE 4

La solidarité
est un combat
politique

PAGE 5

La solidarité est un combat politique

« 80 ans de la Sécurité sociale : un héritage en question, des défis pour l'avenir » ; tel était le thème des rencontres organisées le 27 mars par la Fondation Jean-Jaurès.

Une table ronde y réunissait deux anciennes ministres en charge de la santé, Marisol Touraine et Agnès Buzyn, et Stéphane Junique, actuel président du groupe mutualiste Yvv. Il y fut, naturellement, question du devenir de la Sécurité sociale mais, aussi, de l'idée de « grande Sécu », qui revient régulièrement sur le devant de la scène et, aussi, de certains remboursements « incobérents » qu'effectuent les complémentaires santé.

Sur le premier point, l'avenir de la « Sécu », « ne pas se poser des questions sur sa gestion serait une erreur. Il faut la faire évoluer au regard des risques socio-économiques de demain », estime Stéphane Junique. Et, pour Agnès Buzyn, « le système pose problème avec 12,3 % de notre PIB »

et une « augmentation naturelle de 3 à 4 % ». « Si on laisse filer, dans dix ans, on en sera à 20 % du PIB » ce qui poserait un « problème de société » et cela nécessite « obligatoirement que ces dépenses soient contraintes ».

Pour ce qui est de l'idée de « grande Sécu », Marisol Touraine juge que « se poser la question est légitime » mais, pour elle, une telle organisation ne réglerait pas le problème de la croissance des dépenses. En outre, elle ne voit pas comment mettre en place cette grande Sécu sans que seules « les personnes très aisées puissent payer des restes à charge très élevés ou alors il y aurait des contraintes individuelles très fortes ». Ironiquement, elle « souhaite bonne chance au ministre qui voudrait instaurer cette grande Sécu ».

Pour celle qui lui a succédé au ministère de la Santé, Agnès Buzyn, « grande Sécu égale le NHS britannique, soit une médecine à deux vitesses » et elle estime que « l'articulation Sécurité sociale plus assurances complémentaires est indispensable pour laisser des marges de manœuvre ».

Cependant, aujourd'hui, il peut y avoir un problème de cohérence. Ainsi, Marisol Touraine « constate » que les contrats de complémentaires « sont souvent un encouragement à la consommation et les mutualistes n'y mettent pas toujours du leur pour limiter cette tendance ».

Mais, dans les contrats collectifs obligatoires, dans le privé ou le public, « ce sont les partenaires sociaux qui négocient, avec parfois des appels d'offres et des demandes très incobérentes » répond Stéphane Junique.

Agnès Buzyn enfonce ce clou en expliquant qu'elle a été « très choquée d'apprendre que, dans les appels d'offres de certains ministères, on demande le remboursement de l'homéopathie, de l'acupuncture, de l'étiopathie... », toutes choses qui n'ont jamais pu prouver leur efficacité, explique-t-elle.

Quant à l'avenir, Stéphane Junique reprend la thèse centrale de son livre (voir page 8) en expliquant que, pour faire évoluer le système, il faut en faire un « sujet de citoyenneté et pas seulement un sujet technique », et Agnès Buzyn semble parfaitement d'accord quand elle dit que « la solidarité est un combat politique, c'est un enjeu majeur pour l'avenir, un combat de tous les jours ».



Marisol Touraine, Agnès Buzyn et Stéphane Junique.